



Assemblée générale

Distr. générale
13 août 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-cinquième session

14 septembre-2 octobre 2020

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement

Évaluation de la mise en œuvre de la troisième phase du Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme*

Résumé

Conformément à la résolution 42/7 du Conseil des droits de l'homme, le présent rapport comprend un aperçu des mesures que 26 États ont signalé avoir prises au cours de la troisième phase (2015-2019) du Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme, dans les domaines de l'éducation aux droits de l'homme dans le primaire, le secondaire et le supérieur et de la formation aux droits de l'homme à l'intention des fonctionnaires, des agents de la force publique, des militaires, des professionnels des médias et des journalistes. Il comprend également des conclusions tirées des informations reçues et des recommandations visant à renforcer l'éducation et la formation aux droits de l'homme, compte tenu des progrès réalisés durant la troisième phase.

* Il a été convenu que le présent rapport serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
A. Contexte.....	3
B. Méthode suivie.....	3
II. Mesures que les pays ont prises pour renforcer la mise en œuvre des deux premières phases du Programme mondial.....	4
A. Stratégies et plans d'action nationaux.....	4
B. Établissements d'enseignement primaire et secondaire	4
C. Enseignement supérieur	9
D. Fonctionnaires.....	10
E. Responsables de l'application des lois.....	12
F. Militaires.....	14
III. Mesures que les pays ont prises pour encourager la formation aux droits de l'homme des professionnels des médias et des journalistes	15
IV. Conclusions et recommandations	16
Annexes	
États ayant communiqué des renseignements	18

I. Introduction

A. Contexte

1. Dans sa résolution 59/113 A, l'Assemblée générale a proclamé le Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme, qui est organisé en phases successives, chacune ciblant des secteurs particuliers. La première phase (2005-2009) était axée sur l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans l'enseignement primaire et secondaire, et la deuxième (2010-2014) portait sur l'éducation aux droits de l'homme dans l'enseignement supérieur et sur la formation aux droits de l'homme à l'intention des enseignants, des pédagogues, des fonctionnaires, des agents de la force publique et du personnel militaire. Les première et deuxième phases ont fait l'objet de rapports d'évaluation publiés respectivement en 2010 (A/65/322) et 2015 (A/HRC/30/24).

2. Dans sa résolution 24/15, le Conseil des droits de l'homme a décidé que durant la troisième phase (2015-2019) du Programme, on s'emploierait à renforcer la mise en œuvre des deux premières phases et à promouvoir la formation aux droits de l'homme auprès des professionnels des médias et des journalistes. Dans sa résolution 27/12, le Conseil a adopté un plan d'action (A/HRC/27/28) pour orienter la mise en œuvre du Programme à l'échelle nationale. Ce plan d'action prévoyait que les États procéderaient en 2017 à une évaluation nationale des progrès réalisés à mi-parcours et, au début de 2020, à une évaluation finale, et qu'ils présenteraient un rapport à ce sujet au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Sur la base de ces rapports nationaux, le HCDH élaborerait un rapport d'évaluation à mi-parcours et un rapport définitif sur la troisième phase, qu'il soumettrait au Conseil des droits de l'homme.

3. En conséquence, en 2017, le HCDH a soumis au Conseil un rapport à mi-parcours (A/HRC/36/24) sur les initiatives nationales, en se fondant sur les renseignements communiqués par 36 gouvernements et 18 institutions nationales des droits de l'homme.

4. Dans sa résolution 42/7, le Conseil des droits de l'homme a rappelé aux États qu'ils devaient établir et soumettre au HCDH leur rapport national d'évaluation et a prié le HCDH de lui soumettre, à sa quarante-cinquième session, un rapport sur la mise en œuvre de la troisième phase, en se fondant sur ces rapports nationaux.

B. Méthode suivie

5. En février 2020, le HCDH a adressé aux États membres des notes verbales dans lesquelles il rappelait que le Conseil des droits de l'homme attendait leurs rapports d'évaluation nationaux. Il leur a également transmis une note d'orientation tirée du plan d'action afin de faciliter l'établissement de ces rapports.

6. Au 30 juin 2020, 26 États (voir annexe) avaient répondu. Le présent rapport d'évaluation est fondé sur ces réponses et doit être lu en parallèle avec le rapport à mi-parcours.

7. Malgré le nombre limité de réponses, le présent rapport donne un aperçu des mesures pertinentes prises au cours de la troisième phase du Programme mondial, en mettant en avant des exemples concrets, et comprend des conclusions et recommandations visant à poursuivre la mise en œuvre du Programme. En raison des limites fixées à la longueur des documents, il n'a pas été possible d'inclure toutes les informations communiquées.

II. Mesures que les pays ont prises pour renforcer la mise en œuvre des deux premières phases du Programme mondial

A. Stratégies et plans d'action nationaux

8. Des États ont indiqué avoir élaboré des stratégies et des plans d'action en matière d'éducation aux droits de l'homme, alors que d'autres ont signalé avoir inclus des dispositions sur l'éducation aux droits de l'homme dans des documents de politique générale relatifs aux droits de l'homme. La Colombie a élaboré un plan national d'éducation aux droits de l'homme en 2009 et, depuis 2017, des initiatives sont prises pour le renforcer et l'actualiser, notamment dans le cadre de l'adoption de la stratégie nationale des droits de l'homme de 2014, qui comprend un volet sur la culture et l'éducation aux droits de l'homme et à la paix. Au Brésil, le plan national pour l'éducation aux droits de l'homme, adopté en 2003, est soutenu par le Ministère de la femme, de la famille et des droits de l'homme, le Ministère de la justice et de la sécurité publique et le Ministère de l'éducation. Il vise à promouvoir l'éducation aux droits de l'homme dans les enseignements de base, supérieur et non formel et auprès des agents des forces de l'ordre, du personnel judiciaire et des membres des médias. Le plan d'action national sur les droits fondamentaux et les droits de l'homme 2017-2019 adopté par la Finlande fait de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme l'une de ses priorités. En Suède, des initiatives en matière d'éducation aux droits de l'homme sont menées dans le cadre de la stratégie gouvernementale sur les droits de l'homme de 2016. Des États ont également inclus l'éducation aux droits de l'homme dans des stratégies d'éducation de qualité liées à l'objectif de développement durable n°4. On peut évoquer par exemple les plans stratégiques d'éducation élaborés par le Cambodge pour 2014-2018 et 2019-2023 et le plan d'éducation au développement durable 2017-2030 adopté par l'Italie.

B. Établissements d'enseignement primaire et secondaire

1. Politiques publiques

9. De nombreux États ont indiqué avoir mis en place ou adopté des lois ou des politiques visant à soutenir l'éducation aux droits de l'homme et des thèmes connexes, tels que l'éducation civique, l'éducation à la citoyenneté et l'éducation au service du développement durable, dans le primaire ou le secondaire. En 2016 et 2017, respectivement, le Conseil supérieur costaricien de l'éducation a entrepris de revoir les programmes scolaires pour promouvoir une nouvelle citoyenneté, de placer l'être humain au cœur des apprentissages et d'en faire un moteur de changement de la société, ce qui a entraîné une vaste refonte des programmes et projets éducatifs. En Roumanie, dans le cadre de la stratégie nationale de protection et de promotion des droits de l'enfant 2014-2020, un cours a été introduit dans l'enseignement secondaire afin de développer les compétences civiques et citoyennes des élèves. De même, en Italie, la loi n° 92 (2019) a institué un enseignement transversal de l'éducation civique dans les écoles primaires et secondaires. En Andorre, la loi n° 14/2019 sur les droits de l'enfant prévoit d'intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans les programmes scolaires et les projets éducatifs. En Colombie, la loi n° 1620 (2013) sur le vivre-ensemble à l'école et la loi n° 1732 (2014) sur l'apprentissage de la paix ont permis de créer des alliances stratégiques et de mettre en œuvre des initiatives connexes dans plus de 400 établissements d'enseignement. Au Brésil, l'éducation aux droits de l'homme est reconnue comme un élément important du droit à l'éducation par les Directives nationales relatives à l'éducation aux droits de l'homme de 2012, lesquelles définissent les stratégies et les principes que les établissements d'enseignement doivent respecter dans ce domaine. En Croatie, le plan national de lutte contre la discrimination 2017-2022 vise, entre autres, à éliminer les pratiques discriminatoires dans le système éducatif et à promouvoir les droits de l'homme et l'égalité par l'éducation ; conformément à ce plan, le Ministère des sciences et de l'éducation a mis en place des cours d'éducation à la citoyenneté dans les écoles publiques.

10. De nombreux États ont indiqué avoir intégré l'éducation aux droits de l'homme dans leurs programmes scolaires, notamment l'Andorre, le Brésil, le Cambodge, Chypre, El Salvador, la Finlande, la Géorgie, l'Indonésie, la Lituanie, le Mexique, le Qatar, la Roumanie, la Slovaquie, la Suède et la Suisse. Des États s'emploient à améliorer encore les programmes d'études ; en 2019, le Ministère géorgien de l'éducation, des sciences, de la culture et des sports a entrepris de réviser le module d'éducation civique dans l'enseignement professionnel qui avait été introduit dans le cadre de la stratégie de réforme de l'enseignement professionnel 2014-2018, afin d'en renforcer encore la composante « droits de l'homme ». En 2016, le Costa Rica a entamé une vaste révision des programmes scolaires afin de faire de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme un thème interdisciplinaire. Dans certains pays, la réforme des programmes a été menée avec le soutien d'organisations régionales ou internationales. Au Bélarus, le Ministère de l'éducation collabore depuis 2016 avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à l'élaboration de divers projets de programmes scolaires, dont certains se rapportent aux droits de l'homme, pour l'enseignement secondaire et supérieur. Au Niger, le Ministère de la justice et le Ministère de l'éducation nationale, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ont entrepris en 2009 de revoir les programmes pour y intégrer l'éducation aux droits de l'homme.

11. Plusieurs États ont indiqué avoir adopté des politiques pour inclure une formation aux droits de l'homme dans les programmes de formation des enseignants. En Andorre, les décrets des 11 juillet et 24 octobre 2018 prévoient d'intégrer des formations qualifiantes sur la promotion de l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme dans la formation avant l'emploi dispensée aux enseignants. Au Brésil, l'éducation aux droits de l'homme est obligatoire dans les formations avant l'emploi et en cours d'emploi dispensées aux professionnels de l'éducation. En Slovaquie, les stages destinés aux enseignants et pédagogues doivent notamment porter sur la promotion de la démocratie et sur le respect de la diversité et du multiculturalisme parmi les élèves. En El Salvador, les modules relatifs aux droits de l'homme sont obligatoires dans les programmes de formation avant l'emploi destinés aux enseignants et constituent un prérequis pour obtenir le titre d'enseignant. Au Mexique, la réforme de l'éducation menée en 2019 a montré qu'il fallait élaborer une stratégie nationale pour améliorer la qualité des instituts de formation pédagogique, notamment par une formation aux droits de l'homme.

12. Des États ont également signalé avoir adopté des politiques relatives au respect des droits de l'homme dans les structures d'apprentissage. En Albanie, conformément au programme national pour les droits de l'enfant 2017-2020, toutes les politiques applicables à l'école doivent être fondées sur le principe selon lequel les élèves ont droit à des conditions d'apprentissage favorables et sûres, et au respect de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales. En Finlande, les élèves de tous les niveaux ont le droit de bénéficier de services d'aide sociale, comme le précise le programme national d'éducation de base. Conformément à la loi de 2013 sur la protection sociale des élèves et des étudiants, l'aide sociale est organisée dans le cadre d'une coopération entre l'administration de l'éducation et les services sociaux et de santé et est mise en œuvre en collaboration avec les élèves et leurs tuteurs. À Chypre, en application du règlement relatif au fonctionnement des écoles secondaires adopté en 2017, des procédures ont été mises en place pour aider les éducateurs et autres professionnels, tels que les psychologues et les travailleurs sociaux, à traiter les problèmes auxquels se heurtent les élèves, notamment les difficultés d'apprentissage, les troubles alimentaires, les abus sexuels et la violence domestique. En 2015, le Ministère chypriote de l'éducation, de la culture, des sports et de la jeunesse a publié le Code de conduite contre le racisme et le Guide de la prise en charge et du signalement des faits de racisme. Au Cambodge, la loi sur l'éducation accorde aux apprenants, au personnel enseignant et aux parents ou tuteurs le droit de saisir les autorités compétentes à différents niveaux ou de porter plainte devant les tribunaux s'ils estiment que leurs droits en matière d'éducation ont été violés.

13. De nombreux États ont mis en place des politiques visant à éliminer la violence à l'école. En Slovaquie, les modifications apportées en 2016/17 à la loi sur l'organisation et le financement de l'éducation ont institué une politique de tolérance zéro à l'égard de toute violence contre des enfants ou entre enfants. En 2016, le Ministère cambodgien de

l'éducation, de la jeunesse et des sports a approuvé une politique de protection de l'enfance à l'école, en application de laquelle tous les établissements, publics et privés, doivent mettre en place des systèmes et mécanismes visant à garantir que tous les enfants soient protégés contre toute forme de violence et de préjudice d'ordre physique, mental, émotionnel, sexuel ou psychologique. À Chypre, le Ministère de l'éducation, de la culture, des sports et de la jeunesse a élaboré la stratégie nationale visant à prévenir et à combattre la violence à l'école 2018-2022. La Finlande a indiqué qu'en 2018, le Ministère de l'éducation et de la culture avait commencé à élaborer un plan d'action national pour améliorer la sécurité des communautés d'apprentissage, de la petite enfance à l'enseignement supérieur. Le Ministère a également créé un groupe de travail chargé d'étudier les moyens de prévenir et de combattre le harcèlement et de promouvoir la paix à l'école à tous les niveaux. Le groupe de travail, qui a achevé ses travaux en mars 2018, a publié 24 propositions de mesures visant à garantir la sécurité et le bien-être de chaque enfant et jeune à tous les niveaux du système éducatif, notamment celui de la formation.

14. Des États ont indiqué avoir adopté des politiques visant à assurer aux enfants et aux jeunes en situation d'exclusion ou de vulnérabilité un accès à une éducation de qualité. Au Cambodge, le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports a approuvé une politique d'éducation inclusive, qui permet à quiconque ayant des besoins spéciaux d'avoir accès à l'éducation et à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Le Ministère accorde également aux enfants et jeunes autochtones des écoles primaires et secondaires des bourses d'études qui, pour l'année scolaire 2018/19, ont été allouées à 12 164 élèves, la priorité étant accordée aux filles. À Chypre, le Ministère de l'éducation, de la culture, des sports et de la jeunesse a publié et mis en œuvre, avec le soutien de l'Institut pédagogique chypriote, deux plans d'action relatifs à l'insertion des élèves migrants pour 2016-2018 et 2019-2021, ainsi qu'un plan d'action visant à promouvoir l'égalité des sexes dans le système éducatif. En 2019, le Ministère italien de l'éducation, de l'université et de la recherche a signé un mémorandum d'accord avec le corps des carabinieri afin notamment de dispenser une éducation aux droits de l'homme, à la citoyenneté et à la démocratie aux jeunes placés dans des centres de détention pour mineurs. Au Mexique, le nouveau programme d'éducation de base, mis en place en 2017, reconnaît aux élèves autochtones la possibilité de communiquer à l'oral comme à l'écrit dans leur langue maternelle, en plus de l'espagnol ; 22 langues autochtones sont maintenant enseignées dans les écoles, ce qui représente plus de 75 % des langues autochtones parlées par les élèves dans l'enseignement de base. La Bolivie et le Costa Rica ont indiqué avoir adopté des politiques et des mesures pour garantir le droit à l'éducation des enfants migrants et réfugiés, des enfants ayant de problèmes de santé, des enfants handicapés, des enfants vivant dans des zones rurales et des enfants issus de communautés autochtones.

2. Processus et outils d'enseignement et d'apprentissage

15. Plusieurs États ont souligné que les méthodes d'éducation aux droits de l'homme devaient être fondées sur l'expérience, favoriser la participation et permettre aux élèves de se familiariser avec les droits de l'homme et de les appliquer. Pour l'année scolaire 2018/19, le Ministère italien de l'éducation a organisé des activités dans le cadre du programme « Testimoni dei diritti » (témoins des droits), grâce auquel les élèves du secondaire prennent connaissance des droits consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, évaluent leur degré de mise en œuvre dans la société et font des propositions pour en améliorer le respect. En Andorre, le conseil des enfants constitue un espace de dialogue qui permet chaque année aux autorités locales d'écouter ce que les écoliers ont à dire et d'examiner ce qu'ils ont à proposer pour améliorer la vie en société. En 2018, le Bureau croate des droits de l'homme et des droits des minorités nationales a organisé, en coopération avec 17 écoles, des manifestations publiques auxquelles ont participé 963 enfants et jeunes afin d'encourager les populations locales et les migrants à apprendre à se connaître et de combattre les préjugés. Sur la base de cette expérience, le Bureau a publié un guide sur la façon de répondre aux questions des enfants sur les réfugiés, l'objectif étant de faciliter la compréhension qu'ont les enfants et les jeunes des questions liées aux réfugiés et au multiculturalisme et de promouvoir de bonnes relations avec les personnes qui s'expriment dans une autre langue et qui sont d'origine différente. En Slovaquie, des ateliers pédagogiques sur la violence fondée sur le genre et le harcèlement

dont sont victimes les femmes et les filles sur Internet ont été organisés dans 120 écoles primaires et 60 écoles secondaires. Ces ateliers ont permis de sensibiliser les élèves et les enseignants à l'existence de stéréotypes sexuels et du sexisme sur Internet, de faire évoluer les mentalités et de susciter des réactions pour prévenir la violence en ligne.

16. Les États ont également souligné l'utilité des stratégies de l'enseignement par les pairs dans l'éducation aux droits de l'homme. À Chypre, depuis 2017, le Ministère de l'éducation, de la culture, des sports et de la jeunesse et l'Institut pédagogique permettent aux élèves chypriotes grecs et à leurs camarades chypriotes turcs de se réunir dans un secteur contrôlé par l'ONU pour débattre de sujets tels que les stéréotypes, la discrimination et le racisme, ainsi que pour participer ensemble à des activités sportives afin d'apprendre ce que signifient le travail de groupe, la diversité et la confiance. Les réunions sont suivies d'ateliers organisés dans les écoles respectives, où les élèves peuvent partager leur expérience de la rencontre d'enfants de l'autre communauté. En Colombie, le Ministère de l'éducation nationale a mis en place à l'intention des élèves du secondaire des programmes qui prennent la forme de camps, au cours desquels les élèves peuvent débattre avec leurs pairs de certaines valeurs et mettre à l'épreuve ce qu'ils ont appris en se concentrant sur la résolution pacifique des conflits, l'estime de soi, la démocratie, les droits de l'homme et le vivre-ensemble. Au cours de la période considérée, 227 établissements d'enseignement et plus de 500 élèves ont participé à ces camps.

17. Des États ont indiqué avoir intégré diverses méthodes pédagogiques dans leurs programmes d'éducation aux droits de l'homme. En Slovénie, un court-métrage intitulé *Strah* (la peur) a été projeté dans plus de 40 écoles secondaires professionnelles pour sensibiliser les élèves à l'intolérance, au racisme et à la xénophobie, et les encourager à lutter activement contre ces phénomènes. En 2019, le Ministère lituanien des affaires étrangères, en coopération avec l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Lituanie, le Centre lituanien pour l'enfance et la jeunesse et l'Union des écoliers de Lituanie, a organisé un concours multimédia axé sur les droits de l'homme. Cette manifestation a permis aux jeunes d'exprimer leurs opinions sur les questions relatives aux droits de l'homme par divers moyens visuels, tels que des courts métrages documentaires, des spectacles, des clips d'animation et des bandes dessinées. En Indonésie, le Ministère des affaires juridiques et des droits de l'homme a organisé un jeu de questions-réponses sur les droits de l'homme à l'intention des élèves de divers lycées, écoles professionnelles et madrassas, afin de promouvoir les principes des droits de l'homme auprès des élèves et de motiver ceux-ci à en apprendre plus sur ces droits. De même, en Géorgie, au cours de la période considérée, le Ministère de l'éducation, des sciences, de la culture et des sports a organisé de nombreux concours sur les droits de l'homme, ce qui a permis aux élèves de créer des vidéos, des blogs, des affiches et des slogans, de rédiger des rédactions et d'organiser des mobilisations éclair sur ce thème. Depuis 2001, le Ministère roumain de l'éducation nationale organise chaque année la Semaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale, qui vise à déconstruire les stéréotypes et à encourager les élèves à adopter des modes de vie durables, notamment par l'éducation aux droits de l'homme, au développement durable, à la paix et à la sécurité.

18. L'élaboration de supports didactiques et pédagogiques portant sur les droits de l'homme s'est poursuivie dans plusieurs États. En Indonésie, de 2016 à 2019, 363 manuels portant sur des thèmes liés aux droits de l'homme ont été élaborés à l'intention des élèves de tous les niveaux scolaires (de la première à la douzième année). En 2016, le Ministère slovène des affaires étrangères, dans le cadre d'un accord avec le Ministère de l'éducation, des sciences et des sports, a publié à l'intention des élèves du primaire une fiche de travail sur les droits des enfants réfugiés, afin de favoriser la compréhension, l'acceptation et l'inclusion. Depuis 2017, le Commissaire chypriote aux droits de l'enfant fait réaliser en cinq langues (anglais, arabe, français, russe et turc) des affiches adaptées aux enfants sur le thème de la Convention relative aux droits de l'enfant et les distribue dans toutes les écoles primaires.

19. Plusieurs États ont fait part des mesures qu'ils avaient prises pour faciliter la mise en réseau, l'échange d'informations et la discussion entre professionnels de l'éducation aux droits de l'homme. En Suisse, le Réseau d'écoles 21 a été créé pour promouvoir dans tous les cantons la mise en œuvre de l'éducation au service du développement durable, y compris de la citoyenneté et des droits de l'homme. Plus de 1 800 écoles sont membres de

ce réseau, au sein duquel elles partagent des exemples de bonnes pratiques, des ressources pédagogiques, des plans de cours et d'autres matériels. En Colombie, le Ministère de l'éducation nationale, en collaboration avec de nombreuses parties prenantes, a lancé le projet Paz a Tu Idea, soit une communauté de pratiques en ligne qui permet d'accéder à des supports, des documents de référence et des outils sur l'éducation à la paix et aux droits de l'homme, mis à disposition par la communauté éducative de l'ensemble du pays et d'autres partenaires. Le Conseil national finlandais de l'éducation a coordonné le Réseau des écoles associées de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui rassemble plus de 60 écoles afin de partager des bonnes pratiques, des ressources, des méthodes et des outils pour promouvoir le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En Italie, afin d'encourager les études et les recherches approfondies sur l'éducation à la citoyenneté, le Parlement, le Ministère de l'éducation, de l'université et de la recherche et les bureaux scolaires régionaux ont lancé la plateforme en ligne Cittadinanza e Costituzione (citoyenneté et constitution) où sont mis à disposition des ressources et des supports, ainsi que des conseils sur des filières d'enseignement innovantes. En 2015, afin de mieux faire connaître les droits de l'enfant, le Médiateur suédois pour l'enfance a créé un site Web intitulé Mina Rättigheter (mes droits), qui s'adresse aux enfants, aux élèves et aux enseignants et propose des ressources et des plans de cours pour les enseignants ; des outils pratiques sur la manière dont les enfants et les élèves peuvent exercer leurs droits seront ajoutés au site Web en 2020. À Chypre, l'Institut pédagogique a mis au point des outils et des ressources sur l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme, tels que des plans de cours, des sites Web, des vidéos et des documents, à l'usage des enseignants et autres membres du secteur. En partenariat avec la Haute école pédagogique de Zurich, le Centre national géorgien pour le perfectionnement professionnel des enseignants, a développé le site Web multilingue Living Democracy, qui vise à promouvoir l'enseignement de la démocratie, de la citoyenneté et des droits de l'homme et propose des ressources pédagogiques aux enseignants. En Espagne, l'Institut national des technologies éducatives et de la formation du corps enseignant a conçu plusieurs projets de ressources éducatives libres afin de faciliter l'enseignement des droits de l'homme en classe.

3. Formation des enseignants et autres membres du secteur éducatif

20. De nombreux États ont indiqué avoir adopté des programmes de formation initiale et continue aux droits de l'homme destinés aux enseignants ou des méthodes d'enseignement des droits de l'homme. Au cours de la période considérée, la Colombie a mis en œuvre un programme de formation pour près de 2 000 enseignants, afin de leur fournir des outils théoriques et méthodologiques visant à dispenser et intégrer un enseignement à la citoyenneté et aux droits de l'homme dans les processus, la pédagogie et la gestion scolaires. Depuis 2011, l'Agence nationale suédoise pour l'éducation organise à l'intention des enseignants de tous les niveaux des formations sur les valeurs démocratiques, les droits de l'homme et la non-discrimination, y compris sur la manière de prévenir et d'éliminer les brimades et le harcèlement à l'école.

21. Des États ont signalé avoir conçu des documents sur les droits de l'homme pour la formation du personnel enseignant. Au Niger, le Ministère de l'enseignement primaire, de l'alphabétisation, de la promotion des langues nationales et de l'éducation civique et le Ministère de la justice ont élaboré plusieurs modules et guides, qui ont été améliorés en 2016 sur la base des observations formulées à l'occasion d'une phase d'essai menée à Niamey. En Finlande, l'Université d'Helsinki, en collaboration avec le Ministère de la justice et le Centre des droits de l'homme, a coordonné, en 2018-2019, un projet visant notamment à mettre en place un cours en ligne d'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme à l'intention des enseignants. Le cours, dispensé à titre expérimental, a été évalué afin d'être amélioré.

22. Des États ont fait part de programmes de formation aux droits de l'homme à l'intention de ceux qui travaillent dans le secteur de l'éducation sans y enseigner. En Slovénie, l'École nationale d'éducation à l'encadrement propose à l'intention des directeurs d'école des programmes de formation à la gestion des établissements scolaires, qui sont considérés comme des structures d'apprentissage où l'éducation à la citoyenneté est enseignée. Le programme de formation de directeur d'établissement comprend également des modules liés aux droits de l'homme, tels que l'exercice des droits de l'homme et de

l'enfant à l'école. En Finlande, l'Agence nationale pour l'éducation et le Centre des droits de l'homme ont élaboré conjointement en 2017-2018 un module de gestion et d'encadrement portant sur les droits de l'homme dans le secteur de l'éducation. Ce module a été mis en place en coopération avec les organes administratifs régionaux, le Syndicat finlandais de l'éducation et l'Association finlandaise des directeurs d'école, ce qui a permis de sensibiliser un grand nombre de directeurs d'école à l'échelle nationale. Le Bélarus propose des programmes de formation continue sur les droits de l'homme à l'intention des directeurs d'établissements et des éducateurs sociaux.

4. Structures d'apprentissage

23. Des États ont indiqué s'être employés à créer des conditions d'apprentissage propices à l'éducation aux droits de l'homme. L'Observatoire chypriote de la violence en milieu scolaire a élaboré des programmes de résolution des conflits et de lutte contre le harcèlement et a aidé les écoles à les mettre en œuvre. Durant l'année scolaire 2018/19, le personnel de 59 écoles, de la maternelle au secondaire, a bénéficié d'une formation et d'une aide à la gestion des situations de conflit et à la lutte contre le harcèlement à l'école. Au Costa Rica, dans le cadre du programme de prévention de la violence, l'un des volets du plan national de développement, un millier d'enseignants et de d'employés de diverses écoles primaires et secondaires ont été formés à la prévention de la violence à l'école. Le Ministère costaricien de l'éducation publique entend faire des écoles des lieux sûrs pour la libre expression de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle et, à cette fin, explique comment lutter contre le harcèlement à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI).

24. Des États ont dit s'être employés à lutter contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée à l'école. Par exemple, l'Agence nationale suédoise pour l'éducation a collaboré avec le Forum de l'histoire vivante, organisme public relevant du Ministère de la culture, et divers établissements d'enseignement, à l'élaboration d'une série de cours sur la façon de combattre la xénophobie et le racisme en milieu préscolaire et scolaire. À Chypre, depuis l'année scolaire 2014/15, conformément au Code de conduite contre le racisme, l'Institut pédagogique met à la disposition des écoles et des enseignants un plan détaillé sur la manière de prévenir et de traiter les faits de racisme ; il a créé un réseau d'écoles à l'échelle nationale et organise régulièrement des réunions au cours desquelles les représentants des écoles de différents districts ont la possibilité d'échanger des données d'expériences et des opinions sur la mise en œuvre du Code de conduite.

C. Enseignement supérieur

25. Plusieurs États, dont le Bélarus, le Cambodge, la Géorgie, la Lituanie, le Niger, le Qatar, la Roumanie, la Slovénie et la Suède, ont indiqué que leurs établissements d'enseignement supérieur enseignaient les droits de l'homme dans le cadre de leurs facultés de droit, de sciences sociales et de sciences humaines. L'Université cambodgienne de Paññasastra et l'Université d'El Salvador proposent un programme de deuxième cycle spécialisé dans les droits de l'homme. Plusieurs universités suédoises permettent d'obtenir un diplôme de premier ou de deuxième cycle ou un doctorat dans le domaine des droits de l'homme. Des universités lithuaniennes proposent des cours d'été axés sur les droits de l'homme. En Slovénie, afin de renforcer et d'élargir les compétences de son personnel, l'Université de Maribor organise des ateliers sur les droits de l'homme et sur des thèmes connexes.

26. En 2015, la Direction suédoise de l'enseignement supérieur a mené une étude sur les modalités d'enseignement des droits de l'homme dans diverses filières professionnelles à l'université. Elle s'est en particulier attachée à évaluer les connaissances relatives à la violence sexuelle et fondée sur le genre et à la violence contre les enfants. Il est ressorti de cette étude qu'une majorité de programmes universitaires incluaient un enseignement général sur les droits de l'homme, mais que les cours portant sur la violence sexuelle et fondée sur le genre devaient encore être améliorés et que les établissements devaient définir des objectifs d'apprentissage en matière de droits de l'homme, afin que les étudiants disposent d'informations transparentes et acquièrent des connaissances durables et

adéquates dans ce domaine. En 2018, comme suite aux recommandations issues de l'étude, des sujets liés à la violence sexuelle et fondée sur le genre ont été intégrés aux cursus préparant à diverses professions, notamment celles d'avocat, de médecin, de psychologue, d'infirmier, de travailleur social et de dentiste.

27. Le Brésil a fait part des mesures prises pour favoriser la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur et promouvoir leur mise en réseau. En 2016, le pacte national universitaire pour la promotion du respect de la diversité, de la culture de la paix et des droits de l'homme a été établi dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre l'ancien Secrétariat spécial aux droits de l'homme du Ministère de la justice et de la citoyenneté, aujourd'hui le Ministère de la femme, de la famille et des droits de l'homme, et le Ministère de l'éducation. L'objectif du pacte national est que les droits de l'homme aient leur place et soient enseignés dans les établissements d'enseignement supérieur, et ce, grâce à la création, à la mise en œuvre et au suivi d'initiatives visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme dans le contexte de l'enseignement, de la recherche, de l'administration et des relations entre les universités et la population. L'adhésion au pacte est ouverte à un large éventail de parties prenantes, parmi lesquelles les établissements d'enseignement supérieur publics, privés et communautaires, les organisations de la société civile, les organes de l'administration publique à l'échelle du pays, des États, des districts et des municipalités, et les fondations et entreprises nationales et internationales. En 2019, plus de 300 établissements d'enseignement et 30 entités autres avaient adhéré au pacte national.

28. Des États ont indiqué avoir adopté des politiques publiques et programmes portant sur les droits de l'homme en milieu universitaire. Dans le cadre de son projet de renforcement de l'enseignement supérieur, le Ministère cambodgien de l'éducation, de la jeunesse et des sports a demandé à cinq universités du pays d'élaborer des lignes directrices sur le dépôt de plaintes par les étudiants, de les diffuser auprès des intéressés et de lui rendre compte des plaintes déposées. Le Cambodge a pris des mesures pour garantir que l'enseignement supérieur soit accessible à tous dans des conditions d'égalité, y compris aux groupes vulnérables et à ceux en situation d'exclusion. Selon un quota fixé par le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, 5 % du total des bourses offertes par les universités publiques sont réservés à des étudiants autochtones. En outre, le Ministère accorde chaque année une bourse et un logement à environ 600 étudiants autochtones afin que ceux-ci puissent poursuivre leurs études à Phnom Penh. En Géorgie, la loi de 2004 sur l'enseignement supérieur interdit toute forme de discrimination dans l'enseignement supérieur. En Lituanie, le respect des droits de l'homme est inscrit dans les codes de déontologie des établissements d'enseignement supérieur, qui comprennent aussi des dispositions sur l'interdiction de la discrimination, quels qu'en soient les motifs.

D. Fonctionnaires

29. De nombreux États ont rapporté avoir mis en place des formations aux droits de l'homme destinées aux fonctionnaires de l'administration centrale et des administrations locales. En Géorgie, en application de la loi de 2015 sur la fonction publique, le Bureau de la fonction publique dispense un cours sur les droits de l'homme dans le cadre de son programme complémentaire de formation initiale et envisage de concevoir des séances sur les droits de l'homme et de les intégrer à son programme obligatoire de formation initiale. Au Niger, l'éducation aux droits de l'homme a été intégrée aux formations initiales et en cours d'emploi. Pendant la période considérée, les autorités nigériennes ont mené des activités de sensibilisation et d'éducation aux droits de l'homme spécialement destinées aux fonctionnaires des ministères, notamment aux cadres des ministères techniques (formations sur l'approche fondée sur les droits de l'homme et les organes conventionnels de l'ONU) et aux membres du Comité interministériel (formations sur les mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de l'homme). Au Brésil, le Ministère de la femme, de la famille et des droits de l'homme s'est associé à l'École nationale de l'administration publique en 2017 afin d'élaborer et de lancer des programmes de formation en ligne courts ou d'une durée moyenne portant sur divers thèmes liés aux droits de l'homme et destinés à divers publics, y compris aux fonctionnaires. En Colombie, le Conseil présidentiel pour les droits de

l'homme et les affaires internationales a mis en place un programme de formation aux droits de l'homme destiné aux fonctionnaires, qu'ils travaillent pour des organes exécutifs nationaux ou dans des mairies et des bureaux des gouverneurs locaux. En moyenne, environ 400 personnes participent chaque année au programme. En Suède, où les activités relatives aux droits de l'homme sont conçues et coordonnées par 21 conseils administratifs de comtés – composés eux-mêmes d'acteurs étatiques régionaux et de représentants d'organismes gouvernementaux – la formation aux droits de l'homme cible les fonctionnaires des autorités régionales. Les conseils de comtés ont notamment élaboré un manuel commun sur l'approche du service public fondée sur les droits de l'homme et ont établi des résumés thématiques des observations finales que les organes conventionnels de l'ONU ont formulées concernant les rapports périodiques présentés par la Suède. Organisées avec le soutien des conseils de comtés, des activités locales de formation aux droits de l'homme ont permis aux fonctionnaires, aux personnalités politiques locales et aux membres de la société civile d'échanger leurs connaissances et leurs expériences dans le domaine des droits de l'homme.

30. L'Indonésie a indiqué qu'elle accordait une attention particulière aux fonctionnaires exerçant des activités de formation aux droits de l'homme. Dans le cadre de son programme d'orientation technique en matière de droits de l'homme, le Ministère des affaires juridiques et des droits de l'homme a organisé des séances de mentorat et de formation destinées aux agents de la Direction générale des droits de l'homme et aux autres fonctionnaires concernés afin qu'ils acquièrent une bonne compréhension des questions et documents ayant trait aux droits de l'homme, ainsi que des compétences en matière de prise de parole en public. En Suisse, le Département fédéral des affaires étrangères, en partenariat avec le Centre suisse de compétence pour les droits humains, organise tous les deux ans une formation sur les droits de l'homme et la politique suisse dans ce domaine à l'intention des agents du Gouvernement fédéral. En 2019, cette formation a été suivie par une cinquantaine de personnes. En outre, un atelier portant sur le même sujet a été intégré au programme de formation des futurs diplomates et cadres de la Direction du développement et de la coopération. De même, depuis 2008, le Ministère espagnol des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération organise des séminaires annuels sur les droits de l'homme à l'École espagnole de diplomatie, à Madrid.

31. La Slovénie a présenté son programme complet de formation des travailleurs sociaux. La Chambre sociale slovène, qui est l'association professionnelle la plus importante du pays dans le domaine de la protection sociale, a pour tâche principale d'élaborer les règles et normes qui régissent les services de protection sociale et de définir les qualifications requises pour diverses activités et pour l'évaluation du travail. Les activités d'éducation et de formation menées par la Chambre sociale entre 2017 et 2019 sur des sujets tels que la violence domestique, les dangers que courent certains enfants, le handicap, les migrations, la traite des personnes et la vieillesse intègrent toutes des informations sur l'approche fondée sur les droits de l'homme. Dans le cadre d'un projet mené en partenariat avec le Bureau du Fonds des Nations Unies pour l'enfance en Slovénie, la Chambre sociale a dispensé des formations sur les droits humains des enfants réfugiés et migrants aux professionnels de la sécurité sociale. Exécuté en 2016 et 2017, ce projet était axé sur la prise en charge des réfugiés et des migrants et visait à actualiser l'examen professionnel destiné aux futurs travailleurs sociaux en y incluant des questions sur les droits de l'enfant, la protection de l'enfance et les normes à appliquer à l'égard des enfants réfugiés et migrants, et à mener des programmes de formation dans ce domaine. Le projet a été lancé après qu'une enquête en ligne, réalisée par la Chambre sociale auprès du personnel qui travaillait directement au contact d'enfants non accompagnés et séparés, a révélé qu'il était nécessaire de renforcer les compétences des travailleurs de première ligne en vue de garantir le respect des droits des enfants réfugiés ou migrants.

32. La Croatie a indiqué que les formations aux droits de l'homme dispensées aux fonctionnaires étaient axées sur des questions propres à des groupes vulnérables ou en situation d'exclusion. En coopération avec le Conseil des minorités nationales, le Bureau des droits de l'homme et des droits des minorités nationales organise régulièrement des séminaires destinés aux représentants et conseils de minorités nationales afin de les aider à mieux connaître les droits des minorités et de créer des conditions propices à la participation effective de celles-ci à la prise des décisions aux niveaux local et régional, ou

d'améliorer ces conditions si elles existent. En outre, en 2018, des débats publics régionaux sur les moyens de surmonter les obstacles à l'intégration des personnes sous protection internationale ont été organisés dans six villes du pays, ce qui a permis de sensibiliser 235 fonctionnaires aux difficultés auxquelles ces personnes font face.

33. Des États ont mis en avant des activités de coopération avec des établissements universitaires. En 2014, les autorités suédoises ont chargé l'Université d'Uppsala de créer, d'exécuter et de gérer un programme complet axé sur le développement des connaissances et compétences des fonctionnaires dans le domaine de la protection des droits de l'homme. En partenariat avec l'Association suédoise des collectivités locales et des régions, l'Université d'Uppsala propose un cours d'introduction en ligne consacré aux droits de l'homme dans la fonction publique et destiné aux fonctionnaires suédois. Qui plus est, grâce à la coopération de l'Université avec d'autres organismes publics, des modules de formation spécialisés sont proposés, y compris des modules conçus par l'Agence pour la participation, le Défenseur des enfants, le Forum de l'histoire vivante et l'organisme de sécurité sociale. L'Université d'Uppsala propose aussi des cours sur les droits de l'homme aux fonctionnaires chargés des questions relatives aux droits de l'homme dans leurs organismes respectifs. En 2019, près de 8 000 personnes ont participé à son programme public d'éducation aux droits de l'homme destiné aux fonctionnaires, qui comprend des cours en ligne et en présentiel. Les établissements d'enseignement croates ne sont pas en reste : le Service de la protection internationale du Ministère de l'intérieur a conclu un accord de coopération avec l'Université de Zagreb et l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie) en vue de dispenser des formations sur des questions relatives aux réfugiés.

E. Responsables de l'application des lois

34. De nombreux pays ont fait savoir que des formations aux droits de l'homme étaient dispensées aux responsables de l'application des lois et que les programmes de formation initiale et en cours d'emploi faisaient intervenir les droits de l'homme. Le Costa Rica, la Grèce et le Qatar ont indiqué que leurs académies de police respectives avaient intégré les droits de l'homme dans leurs programmes. En Géorgie, le cursus de l'Académie du Ministère de l'intérieur compte au moins trente-deux heures de cours sur les droits de l'homme. En El Salvador, la police nationale civile a adopté une stratégie institutionnelle relative aux droits de l'homme axée notamment sur la formation aux droits de l'homme et sur la révision du cursus et l'amélioration des critères de sélection du personnel de l'Académie nationale de sécurité publique. En outre, le Groupe des droits de l'homme de la police nationale civile organise régulièrement des sessions de formation aux droits de l'homme. À Chypre, le Ministère de la justice et de l'ordre public a pris des mesures pour assurer la formation en cours d'emploi de tous les responsables de l'application des lois, y compris des policiers, des juges, des procureurs, du personnel pénitentiaire, des travailleurs sociaux et des agents chargés d'examiner la recevabilité des demandes d'asile. Comme suite à la conclusion d'un accord de coopération en matière de formation entre la police et l'Université de Chypre, de nouveaux modules consacrés aux droits de l'homme ont été intégrés aux cours dispensés aux nouvelles recrues de l'Académie de police. En Espagne, des modules portant sur des sujets liés aux droits de l'homme sont intégrés aux cours que les policiers doivent obligatoirement avoir suivis pour être promu à des grades supérieurs. En septembre 2019, la police nationale a créé son bureau national des droits de l'homme, qui a notamment pour fonction de promouvoir et coordonner les programmes de formation aux droits de l'homme destinés au personnel.

35. Des États ont mis en avant les formations qui étaient organisées sur des questions précises. Ainsi, le Niger a indiqué que la formation aux droits de l'homme dont bénéficient les responsables de l'application des lois les encourage à respecter, à protéger et à défendre les droits de l'homme sans opérer de distinction fondée sur la race, la couleur de peau ou l'origine ethnique. La Suède a indiqué qu'elle réalisait des activités de formation à la lutte contre le racisme et les crimes de haine. Depuis 2015, le Forum de l'histoire vivante mène une grande campagne de sensibilisation au racisme à l'intention des fonctionnaires, y compris ceux de la Direction de la police suédoise, par l'intermédiaire de formations en

ligne et en présentiel. Les cours sur la lutte contre les crimes de haine sont un élément obligatoire de la formation de base des nouveaux policiers. La Direction de la police a fait établir par l'Université d'Uppsala une formation visant à transmettre des connaissances approfondies sur les causes sous-jacentes du racisme, des crimes de haine et des infractions qui menacent la liberté d'opinion. En 2019, le Ministère géorgien de l'intérieur a signé, avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, un mémorandum d'accord en vue de l'établissement d'une formation sur la lutte contre les crimes de haine à l'intention des forces de l'ordre et d'un programme de formation des formateurs élaboré avec la participation de membres du Bureau du Procureur et du Bureau du Défenseur du peuple et de représentants d'organisations non gouvernementales. En Italie, la Direction centrale de la formation de la police, qui dépend du Département de la sécurité publique, s'est concentrée sur une formation consacrée aux moyens de protéger les droits de l'homme et de prévenir et combattre les actes discriminatoires. Les autorités concernées s'attachent actuellement à réviser le programme de formation afin d'y inclure davantage de modules sur les droits de l'homme qui seront mis à disposition du personnel de la police nationale et des carabinieri sur une plateforme d'apprentissage en ligne commune aux deux forces. Certains modules traitant des droits de l'homme en général sont élaborés en partenariat avec Amnesty International Italie et ceux axés sur des questions concernant les LGBTI sont élaborés en partenariat avec le réseau Lenford.

36. Des États ont fait savoir qu'ils avaient mis en place des formations destinées au personnel pénitentiaire. En 2015, le Niger a organisé plusieurs formations de ce type, y compris pour le personnel médical pénitentiaire, dans les villes de Kollo, Tahoua et Zinder afin de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme en prison. En Italie, l'administration pénitentiaire dispense une formation en cours d'emploi à ses agents, quel que soit leur grade, notamment sur la protection des droits des personnes privées de liberté. En Espagne, le Secrétariat général des établissements pénitentiaires organise chaque année à l'intention du personnel des établissements pénitentiaires une formation aux droits de l'homme fondée sur la méthode élaborée par le HCDH. Au Costa Rica, le Ministère de la justice et de la paix a organisé des séances de formation aux droits de l'homme à l'école de formation pénitentiaire, en mettant particulièrement l'accent sur les populations les plus vulnérables en prison, par exemple les personnes d'ascendance africaine, les personnes autochtones, les personnes handicapées et les LGBTI. En 2018-2019, 3 769 fonctionnaires du secteur ont participé à ces séances. En 2018, le Ministère indonésien des affaires juridiques et des droits de l'homme a élaboré un manuel sur les droits de l'homme destiné aux agents pénitentiaires et aux agents chargés de la détention d'immigrants. Le Qatar a lui aussi publié plusieurs manuels de formation aux droits de l'homme, y compris un manuel sur les normes internationales relatives aux droits humains des personnes en détention provisoire et des condamnés.

37. Des États ont indiqué que les professionnels du droit étaient formés aux droits de l'homme, soit parce que ces droits avaient été intégrés dans leurs études, comme cela a été le cas à l'École des procureurs d'El Salvador en 2016, soit parce que des activités spéciales étaient menées, comme en Colombie. En Slovénie, certaines des manifestations organisées à l'École de la magistrature (qui dépend du Ministère de la justice) entre 2015 et 2019, y compris des conférences, des colloques d'experts et des symposiums, portaient notamment sur les droits de l'homme. Dans le cadre du projet de l'Union européenne « Click-Off », le Ministère du travail, de la famille, des affaires sociales et de l'égalité des chances s'est associé à des universités, à l'École de la magistrature et à la police en vue d'organiser des séminaires et d'élaborer un manuel visant à renforcer les capacités des policiers et du personnel judiciaire concerné de repérer les cas de violence et de harcèlement en ligne à l'égard des femmes et des filles, d'enquêter sur ces faits et d'en poursuivre les auteurs. En Géorgie, au cours de la période considérée, le Bureau du Procureur a organisé des activités de formation aux droits de l'homme auxquelles ont participé 4 367 personnes, dont des procureurs, des enquêteurs et des coordonnateurs de l'assistance aux témoins et aux victimes. Il a aussi formé 214 formateurs aux questions relatives aux droits de l'homme entre 2015 et 2019. En Suède, le ministère public mène de nombreuses activités de formation sur des sujets liés aux droits de l'homme, en particulier ceux qui concernent les crimes de haine, dans le cadre de la formation de base des

procureurs. En Croatie, en 2019, le Bureau des droits de l'homme et des droits des minorités nationales et l'École de la magistrature ont organisé une série d'ateliers sur la lutte contre les crimes et discours de haine à l'intention des membres de l'appareil judiciaire et du ministère public, ateliers auxquels ont participé 109 personnes.

F. Militaires

38. Plusieurs États ont également fait part d'activités de formation des militaires. La Slovénie a fait savoir que des renseignements relatifs aux droits de l'homme avaient été intégrés dans les cours en présentiel standards dispensés aux forces armées, en particulier ceux dispensés avant le déploiement dans le cadre de missions ou d'opérations militaires à l'étranger. En outre, les droits de l'homme font aussi partie des points couverts dans les cours en ligne, y compris ceux qui concernent l'usage de la force militaire et l'application des Conventions de Genève du 12 août 1949 et des Conventions de La Haye. La Géorgie et la Grèce ont toutes deux indiqué que des sujets liés aux droits de l'homme et au droit humanitaire avaient été inclus dans les formations proposées par leurs écoles militaires. Au Niger, le Ministère de la justice s'est associé à l'Institut danois pour les droits de l'homme afin d'élaborer un programme de formation aux droits de l'homme pour les forces de défense et de sécurité, et il a aussi organisé plusieurs cours sur les droits de l'homme à leur intention, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et le HCDH. Le Ministère de l'intérieur a établi, avec l'appui de l'Institut danois pour les droits de l'homme, un manuel et un guide de formation aux droits de l'homme destiné à la garde nationale. Grâce à ces supports, 176 membres de la garde nationale ont été formés aux droits de l'homme en général et à l'interdiction de la torture en particulier en 2016 et 2017.

39. La Croatie a indiqué que des modules relatifs aux droits de l'homme avaient été intégrés aux différents niveaux de la formation dispensée aux officiers et sous-officiers des forces armées. En El Salvador, l'École militaire Capitán General Gerardo Barrios a inclus des thèmes liés aux droits de l'homme dans ses cours et s'emploie à créer d'autres modules relatifs aux droits de l'homme. Au Mexique, l'enseignement militaire comprend une formation portant sur des sujets liés aux droits de l'homme et le Ministère de la défense nationale accorde des bourses aux militaires qui suivent des cours spécialisés ou des formations diplômantes dans les domaines des droits de l'homme et du droit international humanitaire ou qui obtiennent, sur place ou à l'étranger, un master ou un doctorat dans ces domaines. Afin de générer un effet multiplicateur, des mesures particulières ont été prises pour former les formateurs des écoles militaires aux droits de l'homme et au droit international humanitaire.

40. En Suède et en Géorgie, la formation des militaires aux questions liées au genre a été considérée comme prioritaire pendant la période considérée. Les forces armées suédoises accueillent dans leurs locaux le Centre nordique pour la prise en compte du genre dans les opérations militaires, qui est un pôle de connaissance sur les questions de genre dans les opérations militaires. Le Centre aide les armées à intégrer les questions de genre dans la planification, l'exécution et l'évaluation de leurs opérations, grâce à la formation, à la prise en considération du genre dans les exercices militaires, à la coopération dans le contexte d'un réseau d'experts et d'institutions clefs et à la fourniture de conseils sur l'élaboration de politiques et procédures. En outre, depuis 2015, divers organismes publics collaborent pour mettre en œuvre le plan d'action national pour l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. À cet égard, les forces armées suédoises ont inclus des renseignements sur la résolution et différentes perspectives sur l'égalité des genres dans la formation que doivent obligatoirement suivre les militaires qui se préparent à une mission à l'étranger. En Géorgie, plus de 6 000 militaires, hommes et femmes, ont été formés à la prise en compte des questions de genre et aux dispositions de la résolution 1325 (2000) depuis 2014. Depuis 2016, tous les cursus que propose l'École pour le renforcement des institutions de défense incluent un module sur le genre dans le secteur de la sécurité.

III. Mesures que les pays ont prises pour encourager la formation aux droits de l'homme des professionnels des médias et des journalistes

41. Des États ont indiqué qu'ils s'employaient à encourager la formation aux droits de l'homme des professionnels des médias et des journalistes. En 2019, le Ministère finlandais de l'éducation et de la culture, en collaboration avec l'Institut national audiovisuel, a révisé et mis à jour la politique nationale en matière d'éducation par les médias. Selon cette politique, qui renvoie à des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, l'éducation par les médias est de qualité lorsqu'elle vise à promouvoir les droits de l'homme, l'égalité et la non-discrimination et qu'elle crée des conditions propices au développement durable. Au Brésil, il ressort des orientations nationales sur le sujet que l'éducation aux droits de l'homme doit faire partie intégrante de la formation initiale et continue des professionnels de divers secteurs, y compris les médias et le journalisme.

42. En ce qui concerne les programmes d'éducation aux droits de l'homme destinés aux professionnels des médias, la Roumanie a fait savoir que plusieurs de ses facultés de journalisme dispensaient des cours sur les droits de l'homme. En Italie, le Comité interministériel pour les droits de l'homme a collaboré avec Ossigeno per l'Informazione, organisation qui s'emploie à tenir un registre des actes de menace et d'intimidation à l'égard des journalistes et à proposer des formations aux droits de l'homme aux journaux, chaînes de télévision et stations de radio, dans le cadre du plan d'action national 2016-2021 sur les entreprises et les droits de l'homme. Conformément à la Charte de Rome de 2008, qui est un code de conduite à l'intention des médias, le conseil national et les conseils régionaux de l'Association des journalistes organisent des formations destinées aux professionnels des médias sur les droits humains des demandeurs d'asile, des réfugiés, des victimes de traite et des migrants. Chaque année, un festival de la presse et des droits de l'homme est organisé à Pérouse. Les professionnels des médias, traditionnels et nouveaux, contribuent publiquement au débat sur les droits de l'homme. Au Qatar, le Centre d'Al Jazeera pour les libertés publiques et les droits de l'homme a organisé, en partenariat avec diverses organisations internationales, des activités de renforcement des capacités en matière de droits de l'homme à l'intention du personnel d'Al Jazeera. Il a aussi encouragé l'organisation d'activités de sensibilisation concernant le projet de déclaration internationale sur la protection des journalistes et a fait campagne pour l'adoption de celle-ci. El Salvador et la Géorgie ont indiqué que leurs associations de journalistes respectives – l'Association des journalistes d'El Salvador et l'Association de la Charte géorgienne de déontologie du journalisme – ont organisé de nombreuses formations destinées aux journalistes sur divers sujets liés aux droits de l'homme, notamment le genre, la protection de l'enfance et les droits des personnes âgées et des LGBTI. En Grèce, au cours de la période considérée, le Syndicat des journalistes des quotidiens basés à Athènes a organisé des séminaires sur des questions concernant la xénophobie, l'égalité des genres et l'orientation sexuelle à l'intention de ses membres et d'autres professionnels des médias. Il a aussi soutenu la campagne pour l'égalité sociale menée par des jeunes LGBTI à Athènes.

43. La Slovénie a fait savoir que, dans le cadre du programme national 2014-2018 pour la culture, le Ministère de la culture a financé, à partir de 2015, un projet de l'Association slovène des journalistes intitulé « Naprej/Forward Festival of Quality Media Content », ainsi qu'un centre pour la qualité des médias, qui fait office de centre permanent de formation pour les journalistes. Ce centre a organisé ou accueilli divers ateliers sur les droits de l'homme, y compris sur les aspects éthiques de l'écriture et de la publication d'articles, sur la couverture médiatique de la violence contre les enfants et de la violence domestique et sur les décisions rendues par les tribunaux slovènes et par la Cour européenne des droits de l'homme dans des affaires pénales impliquant des journalistes et des médias. En 2019, le Ministère slovène du travail, de la famille, des affaires sociales et de l'égalité des chances a organisé un séminaire sur les risques disproportionnés que les femmes et les filles courent sur Internet et sur les mesures que les médias pourraient prendre pour favoriser un traitement de l'information sensible aux questions de genre. Des journalistes, des rédacteurs, des blogueurs, des influenceurs, des professionnels de l'industrie publicitaire et des relations publiques et d'autres professionnels des médias ont pris part à ce séminaire.

44. Des États ont dit mettre l'accent sur des sujets précis dans leurs politiques publiques. À Chypre, une attention particulière a été accordée au renforcement des capacités des professionnels des médias concernant le traitement des questions liées aux enfants. Le Commissaire chypriote aux droits de l'enfant a publié deux manuels, le premier sur la participation des enfants aux productions médiatiques, audiovisuelles et artistiques et l'autre sur les droits de l'enfant. Ces manuels sont distribués aux personnes qui travaillent dans les secteurs des médias et des arts, ainsi qu'aux enfants et aux parents. En Croatie, l'accent a été mis sur les questions relatives aux minorités. En coopération avec le Conseil des minorités nationales, le Bureau des droits de l'homme et des droits des minorités nationales organise régulièrement des séminaires sur les droits des minorités afin que les professionnels des médias puissent débattre de sujets liés à la représentation des minorités dans la presse écrite et dans les programmes radiophoniques et télévisuels aux niveaux national, régional et local, ainsi que du rôle que jouent les médias dans la sauvegarde de l'identité des minorités et dans la lutte contre les stéréotypes et les propos haineux à l'encontre des personnes appartenant à des minorités nationales.

45. Des États ont aussi fait part des mesures qu'ils appliquaient pour que les journalistes et professionnels des médias puissent exercer leur métier efficacement et en toute sécurité. En 2017, la Suède a adopté un plan de défense de la liberté d'expression, en réponse aux propos sévères dont les journalistes étaient la cible ces dernières années. Les autorités ont chargé l'Institut Fojo des médias de l'Université Linneaus de proposer, de concevoir et de mener des activités visant à inculquer aux journalistes et aux professionnels des médias les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour pouvoir prévenir les propos haineux et les menaces ou y faire face. L'Institut a ensuite conçu une plateforme de connaissances et organise des formations s'y rapportant à l'intention des journalistes. En 2018, les autorités brésiliennes ont publié un manuel sur les normes internationales et interaméricaines régissant la protection des droits humains des journalistes et des autres professionnels des médias et la prévention des infractions liées à la liberté d'expression. En Grèce, le Centre hellénique de formation aux opérations multinationales de paix inclut, dans son programme destiné aux journalistes, aux professionnels des médias et aux fonctionnaires concernés, un cours sur la protection des journalistes et des professionnels des médias dans les zones de conflit.

IV. Conclusions et recommandations

46. L'examen des contributions reçues pour le présent rapport a confirmé certaines des conclusions issues du rapport à mi-parcours sur la troisième phase du Programme mondial (A/HRC/36/24), en particulier pour ce qui est de l'éducation aux droits de l'homme dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire. Les États qui ont fourni des renseignements mettent en place des stratégies systémiques qui prévoient, outre la création de cursus et de supports, l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans les politiques éducatives, le recours à des méthodes d'enseignement captivantes et fondées sur l'expérience, et la formation des enseignants et des autres membres du secteur. Nombre de ces États ont mentionné des initiatives qui dénotent une tendance positive vers l'institutionnalisation de l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire formel. Il ressort des contributions qu'ils s'attachent de plus en plus à créer des environnements d'apprentissage dans lesquels les droits de l'homme sont respectés et qui reflètent les valeurs associées aux droits de l'homme, sont exempts de racisme et de violence, sont inclusifs et ne laissent personne de côté. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier la cible 4.7, a donné un nouvel élan à l'intensification des efforts déployés et à l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs.

47. Les États progressent dans le domaine de la formation aux droits de l'homme de différents groupes professionnels. Des renseignements relatifs à l'évaluation systématique des formations aux droits de l'homme proposées avant et en cours d'emploi, à commencer par l'évaluation complète des besoins des apprenants, sont rarement fournis. Comme indiqué dans le rapport à mi-parcours, on ne saurait

sous-estimer l'importance de l'évaluation continue de la formation aux droits de l'homme si l'on veut garantir sa pertinence et maximiser ses effets.

48. Les contributions reçues portent aussi à croire que la formation aux droits de l'homme des professionnels des médias et des journalistes s'est progressivement intensifiée au cours de la troisième phase. Le rôle des médias dans la promotion et la protection des droits de l'homme, en particulier les droits des personnes vulnérables, et dans la lutte contre les discours de haine est de plus en plus reconnu. Quelques États ont souligné que l'éducation aux droits de l'homme devait être associée à un environnement favorable dans lequel la sécurité des professionnels des médias est garantie et la liberté d'expression est protégée, afin que les journalistes puissent s'acquitter de leur rôle clef en matière de défense des droits de l'homme.

49. Les États ont fait état d'un recours accru, pendant la troisième phase, aux technologies de l'information en vue de favoriser l'apprentissage, le réseautage et l'échange de renseignements sur les pratiques prometteuses, les enseignements tirés, les supports utiles et d'autres ressources. Des cours et plateformes en ligne ont été créés, notamment pour faciliter la formation aux droits de l'homme des fonctionnaires, y compris des enseignants et des responsables de l'application des lois, et des professionnels des médias. Ces initiatives sont souvent mises en place en collaboration avec des établissements universitaires afin de renforcer les liens et les synergies possibles entre la formation initiale aux droits de l'homme et la formation en cours d'emploi de ces groupes.

50. La communauté internationale gagnerait à partager davantage les pratiques et expériences mentionnées ci-dessus, car celles-ci peuvent servir de source d'inspiration et d'orientations. Les États qui n'ont pas évalué les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme au cours de la troisième phase devraient être encouragés à le faire, afin de renforcer la mise en œuvre du Programme à l'échelle nationale et de contribuer à la dynamique de progrès au niveau mondial. La quatrième phase (2020-2024) du Programme mondial, qui est consacrée aux jeunes, est l'occasion d'intensifier les initiatives d'éducation aux droits de l'homme dans tous les secteurs.

51. À l'heure où de graves périls menacent le tissu même et la cohésion de nos sociétés, il est crucial de faire progresser l'éducation aux droits de l'homme. Parce qu'elle favorise l'inclusion et la participation, encourage la solidarité et permet de prévenir la violence et les conflits, l'éducation aux droits de l'homme constitue un investissement stratégique de poids en vue de l'avènement d'un avenir juste, pacifique et équitable pour tous. Elle contribue aussi grandement à ce que la riposte à la pandémie de COVID-19 soit fondée sur les droits et devrait être considérée comme indispensable à toute stratégie visant à « reconstruire en mieux » une fois la crise sanitaire terminée.

Annexe

États ayant communiqué des renseignements

Albanie
Andorre
Bélarus
Bolivie
Brésil
Brunéi Darussalam
Cambodge
Chypre
Colombie
Costa Rica
Croatie
El Salvador
Espagne
Finlande
Géorgie
Grèce
Indonésie
Italie
Lituanie
Mexique
Niger
Qatar
Roumanie
Slovénie
Suède
Suisse
